

CE QUI VA MIEUX

Un nouveau passage a été ouvert à Nicosie

Pour la sixième fois en cinq ans, un point de passage a été ouvert dans la capitale chypriote divisée.

La réunification de l'île grecque de Chypre, divisée depuis l'invasion par la Turquie de sa partie nord, il y a 34 ans, en 1974, a fait hier un petit pas en avant. Un point de passage pavé d'une cinquantaine de mètres a été ouvert hier matin aux piétons au cœur de la vieille ville de Nicosie, la dernière capitale du monde à être coupée en deux.

Cette ouverture est la sixième du genre depuis 2003, date à laquelle les Chypriotes turcs avaient levé les restrictions au passage des Chypriotes grecs. Déblayé par les deux municipalités, chypriote grecque et chypriote turque, le passage a été sécurisé par des démineurs de l'ONU, qui dispose de troupes sur place depuis 1963. Le secrétaire général adjoint pour les affaires politiques de l'ONU, Lynn Pascoe, s'est dit encouragé par la situation actuelle: «*Il y a un ton très positif à Chypre en ce moment*», a-t-il déclaré, faisant référence à l'élection d'un nouveau président chypriote en février, Demetris Christofias.

La réouverture du point a été accompagnée par un envoi de ballons dans le ciel. Sa portée est d'autant plus symbolique qu'il se trouve sur la rue Ledra, la principale artère de la ville. Très commerçante, elle est visitée sans cesse par les touristes, bordée de magasins et de cafés côté chypriote grec. La rue était coupée en deux depuis 45 ans, les premières barricades opposant les deux communautés y ayant été dressées trois ans à peine après l'indépendance survenue en 1960. La séparation avait été aggravée en 1974, après l'intervention des forces turques à la suite d'un coup d'État des partisans du rattachement de Chypre à la Grèce.

Hier, dans une atmosphère de liesse, une foule de personnes qui attendaient des deux côtés ont pu emprunter le passage alors qu'une centaine de Chypriotes turcs chantaient et scandaient des slogans pour la paix. Il y a un an, les autorités Chypriotes grecques ont démoli le mur séparant les deux secteurs nord et sud pour le remplacer par un assemblage de simples tôles. Les Chypriotes turcs avaient amorcé le mouvement deux ans auparavant.

JULIA FICATIER

La Russie mise sur les rivalités occidentales

Dans ses relations avec l'Occident, le Kremlin considère que l'Union européenne ne représente qu'une parenthèse historique et cherche à aiguïser la rivalité entre ses États membres

BUCAREST
De notre envoyé spécial

Comment les alliés de l'Otan doivent-ils répondre à la nouvelle politique étrangère russe? Le débat fait rage dans les coulisses du sommet de l'Alliance atlantique à Bucarest, alors qu'une réunion spéciale du conseil Otan-Russie est prévue aujourd'hui en présence du président Vladimir Poutine. Depuis quelques années, les contentieux s'accumulent entre la Russie et les pays occidentaux, en particulier sur le projet américain de défense antimissile, le traité de limitation des armes conventionnelles en Europe (FCE), l'indépendance du Kosovo, ou l'élargissement de l'Otan à l'Ukraine et à la Géorgie.

Le goût retrouvé de la Russie pour la confrontation ne relève pas de la surréaction émotionnelle ou d'une simple gestulation théâtrale. C'est ce que pensent en tout cas les participants d'une conférence organisée en marge du sommet par le German Marshall Fund (GMF), dont Valdis Zatlers, président de la Lituanie, et Toomas Hendrik Ilves, président de l'Estonie. «*C'est un choix stratégique*», affirme Ivan Krastev, politologue bulgare et auteur d'un mémorandum sur la question. *La nouvelle politique étrangère russe se fonde sur deux hypothèses et un calcul: le déclin de la puissance américaine est irréversible; les États-nations souverains détermineront le futur de l'Europe, l'Union européenne n'étant qu'un phénomène temporaire; l'Occident est en train de perdre son monopole sur le processus de mondialisation.*

Du coup, la prochaine décennie offre à la Russie une fenêtre d'opportunité pour restaurer son influence sur la scène internationale.» Faut de quoi elle sera éclipsée par la montée en puissance de la Chine.

Hier, à l'abri des murs du gigantesque Palais du peuple construit dans les années 1980 par le dictateur Nicolae Ceausescu, les chefs d'État et de gouvernement des 26 pays de l'Otan se sont retrouvés déchirés entre les partisans de l'*«endiguement»* de la Russie, et ceux de l'*«engagement»*. La question de l'élargissement de l'Otan à l'Ukraine et à la Géorgie a fait resurgir la fracture entre la «vieille» Europe et celle regroupant les anciens satellites de l'Union soviétique. Aux côtés des États-Unis et du Canada, neuf pays est-européens

«**Moscou utilise avec une grande habileté l'arme de ses ressources énergétiques.**»

étaient favorables à l'extension du «plan d'action en vue de l'adhésion» (MAP) à ces deux anciennes républiques soviétiques. Mais une dizaine de pays ouest-européens, dont la France, l'Allemagne, l'Italie et le Benelux, suivis par la Hongrie, étaient surtout soucieux de ne pas envenimer les relations entre l'Europe et la Russie.

«*L'arme fatale de la Russie, c'est la division des Occidentaux*», assène l'Américain Bruce Jackson, président du Projet sur les démocraties en transition. «*Moscou utilise avec une grande habileté l'arme de ses ressources énergétiques pour les diviser et nouer avec chacun des pays membres des relations bilatérales dans des termes qui lui sont favorables*», souligne de son côté Mircea Geoana, ancien ministre des affaires étrangères, président de la commission des affaires étrangères du Sénat et leader du Parti social-démocrate roumain.

«*Seule une alliance unie peut contrer les ambitions post-impériales de la Russie*», renchérit Vladimir Socor, expert de la fondation américaine Jamestown, inquiet de voir la sécurité de l'Europe sacrifiée au profit des intérêts économiques des grandes compagnies énergétiques du continent. *Des compagnies comme ENI, en Italie, redoutent que les accords conclus avec Gazprom soient remis en cause. Leur cours en Bourse, aussi bien que leur avenir économique, dépend trop de la Russie.*»

En filigrane, de nombreux observateurs présents à Bucarest voient dans la nouvelle politique étrangère russe un «piège» pour l'Union européenne. «*Les avocats d'un grand marchandage entre la Russie et l'Occident ne réalisent pas qu'il aboutirait à la renationalisation des politiques étrangères des grands États européens et détruirait l'espoir d'une politique étrangère commune*», estime Ivan Krastev.

Pour contrer la stratégie de Moscou qui se focalise sur les relations bilatérales avec un nombre restreint d'États membres, Bruxelles doit institutionnaliser l'Union comme partenaire dans la négociation avec la Russie. «*En misant trop sur leurs*

relations bilatérales avec la Russie, les pays de l'Union européenne tuent l'ambition de politique extérieure commune qui a tant de mal à émerger», insiste Mircea Geoana.

En dépit de sa puissance retrouvée, la Russie n'aurait pas les capacités de rétorsion dont elle prétend disposer, estiment ces différents observateurs. «*La Russie a besoin de vendre son gaz au prix fort à l'Europe de l'Ouest pour conserver son niveau actuel de croissance économique*», estime Vladimir Socor. *Elle ne peut pas se permettre de se mettre à dos simultanément plusieurs de ses clients. La marge de manœuvre russe en matière énergétique sera encore plus réduite le jour où l'Union européenne disposera du marché intégré proposé par la Commission. Ce sera la riposte la plus efficace aux gestulations de Moscou.*»

FRANÇOIS D'ALANÇON

RECTIFICATIF

Le chef d'état-major des armées est le général Jean-Louis Georgelin. Nous avons donné hier, par erreur, dans un article consacré à la France et l'Afghanistan le nom du général Henri Bentegeat qui a quitté cette fonction il y a un an.

Nicolas Sarkozy confirme l'envoi de 700 soldats supplémentaires en Afghanistan

Les dirigeants de l'Otan réunis à Bucarest ont décidé hier, au terme de discussions acharnées, de s'engager à admettre la Géorgie et l'Ukraine dans leurs rangs mais leur ont refusé pour le moment le statut de candidat officiel que ces deux pays réclamaient. Leur dossier sera revu en décembre par les ministres des affaires étrangères de l'organisation. «*L'Ukraine et la Géorgie ont vocation à intégrer l'Alliance. Mais il faut se donner le temps que toutes les conditions soient remplies*», a expliqué hier le président Nicolas Sarkozy dans une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel. Les alliés ont, en outre, invité l'Albanie et la Croatie à la rejoindre mais la Grèce a bloqué le dossier d'adhésion de la Macédoine. Nicolas Sarkozy a par ailleurs confirmé l'envoi de 700 hommes supplémentaires en Afghanistan dans la région Est sous commandement américain, ce qui permettra aux États-Unis de déplacer des troupes vers le sud du pays, où Canadiens et Néerlandais demandent des renforts. Nicolas Sarkozy s'est félicité d'un soutien apporté par George W. Bush à l'Europe de défense, «*un tournant historique*» selon lui, «*un geste que nous attendions et qui a été remarqué*».

En Argentine, une enfant de la «sale guerre» a porté plainte contre ses faux parents

C'est une première historique: une enfant «volée» pendant la dernière dictature militaire a porté plainte contre ses faux parents. Le verdict est attendu aujourd'hui

Buenos Aires
De notre correspondante

Maria Eugenia Sampallo Barragan ignore la date exacte de sa naissance. Ses parents, Mirta Barragan, 24 ans, et Leonardo Sampallo, 23 ans, militants de gauche, ont été enlevés en 1977 par les forces de l'ordre pendant la «guerre sale». Enceinte de six mois lors de son enlèvement, Mirta a donné vie à une petite fille, Maria Eugenia, probablement fin janvier ou début février 1978, avant de disparaître. Trois mois plus tard, le bébé était remis par un militaire, Enrique Berthier, faux certificat de naissance à l'appui, à un couple d'amis, Osvaldo Rivas et Maria

Cristina Gomez, qui l'inscrivent comme leur propre fille.

En Argentine, environ 500 bébés, nés en détention pendant la dictature, ont été remis à des couples ne pouvant pas avoir d'enfants. Grâce à la persévérance de l'association des Grands-Mères de la place de Mai, 88 d'entre eux, dont Maria Eugenia, ont été retrouvés depuis lors et ont pu récupérer leur identité.

«**Quand j'avais cinq ans, on m'a expliqué que mes parents étaient morts dans un accident de voiture.**»

Dans quelques rares cas, les couples ont adopté l'enfant en toute bonne foi. Mais, le plus souvent, ils ont menti pendant des années. C'est le cas du couple ayant adopté Maria Eugenia, la première à avoir porté plainte contre ceux qu'elle appelle ses «usurpateurs».

Au cours du procès historique qui a commencé le 19 février, elle ne

s'est référée à eux que par leur nom de famille. L'amour qu'ils disent lui avoir donné? Elle n'y croit pas: «*On peut se demander si une personne qui a volé un nouveau-né, qui lui a caché qu'il a été volé, qui lui a toujours menti sur ses origines, qui, plus fréquemment qu'on pourrait le penser, l'a maltraité, humilié, trompé, de manière quotidienne, peut savoir et sentir ce qu'est l'amour parental. Je réponds que non, que le lien avec ce genre de personnes est fondé sur la cruauté et la perversion*», a-t-elle déclaré lundi.

Son enfance et son adolescence ont en effet été marquées par le mensonge. «*Quand j'avais 5 ans, on m'a expliqué que mes parents étaient morts dans un accident de voiture*», raconte-t-elle à la barre des témoins. Ont suivi d'autres versions farfelues jusqu'à ce que le capitaine Berthier lui apprenne qu'elle avait été «abandonnée» à l'Hôpital militaire. Elle se demande alors si ses vrais parents ne font pas partie des 30000 disparus de la dictature.

Avec ses faux parents, la relation ne cesse de se détériorer au fil des ans. Maria Cristina Gomez lui re-

proche d'être une ingrate: «*Sans moi, tu aurais fini dans un fossé*», lui lance-t-elle fréquemment. Maria Eugenia quitte la maison à 19 ans et s'en va vivre avec des amies qui lui conseillent de contacter les Grands-Mères de la place de Mai et de faire un test ADN, qui révèle finalement son identité. Elle fait alors connaissance avec sa vraie famille, et en particulier son frère, de trois ans son aîné, enlevé en même temps que leurs parents et libéré quelques semaines plus tard.

Le procès s'est déroulé dans un contexte de crainte, depuis la disparition, il y a un an et demi, d'un témoin lors du premier procès contre un militaire depuis l'annulation, en 2003, des lois d'amnistie. En décembre et janvier derniers, deux anciens militaires, qui étaient jugés pour leurs actes et qui en savaient long sur les enlèvements de bébés, sont morts mystérieusement. Le parquet a requis une peine de 25 ans de prison contre Enrique Berthier, Osvaldo Rivas et Maria Cristina Gomez Pinto. Verdict aujourd'hui.

ANGELINE MONTOYA